
ATELIER 5
Un travail social international ?
(Danielle FOURNIER)

Communication 5.1
« Approche sémantique de quelques concepts internationaux
"récents"
en Travail social »
Christine Bon, IRTS Paris Ile de France

En matière d'introduction de cette présentation des concepts internationaux « récents » en Travail Social, je voudrais m'arrêter un instant sur les guillemets que j'ai volontairement fait apparaître dans le titre de cette allocution pour caractériser l'adjectif « récents ».

En effet, il faut savoir que les concepts d'« empowerment », d'« advocacy », de « social competences », de « mainstreaming », de « community development », d'« activation », de développement social durable, d'écologie sociale, etc., que nous allons développer plus loin, ne sont pas « récents » pour toutes les cultures internationales en travail social, voire pour toutes les cultures francophones, telles qu'en attestent par exemple les littératures contemporaines Québécoise ou Belge sur la question.

De fait, qu'ils aient été – ou non – traduits en langue française, notamment par nos collègues Québécois, les concepts prétendument « anglo-saxons » qui prévalent actuellement tant dans les Congrès Internationaux de Travail Social que dans la littérature internationale de cette discipline apparaissent comme étant encore trop méconnus et peu usités en France, dans la théorie comme dans la pratique. A ce titre il faut noter au passage que la discipline « Travail Social », en tant que Science Sociale appliquée le plus souvent, est référée scientifiquement, d'une part du point de vue de son rapport à la recherche et d'autre part du fait de son inscription dans le domaine universitaire de nombreux pays, y compris émergents...

C'est donc pourquoi, au regard des réactions de surprise et d'étonnement que ces concepts ont suscitées chez nos collègues Français à l'issue du Colloque International de Travail Social de Juillet 2002 à Montpellier, il nous semblait utile de présenter quelques uns de ces concepts, parmi les plus prégnants, dans une optique de clarification sémantique et de référencement scientifique et pratique, afin de favoriser l'avancée de la connaissance sur les théories et pratiques en travail social.

Nous actons donc que le caractère « récent » de ces concepts est éminemment discutable en dehors de l'hexagone. Par exemple, si l'on considère le seul concept d'empowerment – relativement intraduisible en langue française sans le détour par une métaphore - nous y reviendrons, bien que présenté comme « récent » dans le dernier ouvrage de Michel CHAUVIERE sur le travail social dans l'action publique, celui-ci trouve sa source, il faut le savoir, à la fin des

années 50 dans les mouvements de défense des droits civiques des minorités aux États-Unis, et ce tout particulièrement des populations d'origine Africaine, notamment avec Martin Luther King... C'est donc il y a déjà près de 45 ans aujourd'hui...

Par conséquent si nous avons employé cet adjectif « récents », c'est tout simplement pour désigner leur introduction progressive actuelle dans la pensée sociale Française moderne, préfigurant éventuellement de nouvelles pratiques sociales contemporaines.

Nous allons donc présenter aujourd'hui ces concepts que nous avons traduits et développés, aux plans sémantique et théorique, de façon à rendre leur terminologie et leur usage plus familiers pour nos collègues Français, en nous excusant par avance auprès des collègues francophones en provenance d'autres pays pour lesquels ces notions seraient déjà connues et appliquées.

Regardons donc, maintenant, au titre de cadrage préliminaire tant théorique que politique de ces nouveaux concepts internationaux en Travail Social, les **6 principes fondateurs essentiels**, qui ont présidé à leur création et à leur usage, et les déterminent aujourd'hui, philosophiquement, dans leur application :

- Le premier principe stipule : **Justice sociale et équité.**

Le travail social se situerait donc dans le champ de la justice sociale, pour tous, basée sur l'égalité des droits de tous et l'équité.

A ce propos, rappelons au passage l'improbable terminologie d'« égalité des chances » utilisée par les Français, en traduction du concept anglo-saxon et onusien d'« equal opportunities » incontestablement référée dans ces cultures à l'autre terme important d'« equal rights », c'est à dire à des droits égaux pour tous.

Pour ceux qui s'intéresseraient plus spécifiquement à cette question, je vous renvoie aux travaux des Sociologues Alain BIHR et Roland PFEFFERKORN, de l'Université de Starsbourg, qui nous rappellent très judicieusement que le terme d'« égalité des chances », dilue et dénature l'idée d'égalité, et qu'il a été introduit dans notre pays par un discours du Maréchal Pétain prononcé le 11 Octobre 1940 dans un message au peuple Français dans lequel il annonçait : « *Le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fautive de l'égalité naturelle des hommes mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des chances* », données à tous les Français de prouver leur aptitude à servir... ».

- Le second principe fonde : **l'importance du travail social dans le développement et le renforcement de la démocratie.**

La dimension politique du travail social est donc affirmée, notamment pour établir une démocratie plus participative que parlementaire, basée sur les

ressources de la société civile et l'implication citoyenne de chaque individu, groupe ou communauté.

En attestent les cours de militantisme ou d'activisme politique qui sont donnés aux étudiants en travail social, tels que j'ai moi-même pu le constater sur des terrains aussi variés que l'Université de Western Sidney ou d'universités ou instituts de formation européens en travail social, en Grande-Bretagne, en Suède ou en Espagne...

- Le troisième principe présente les : **Droits humains fondamentaux, universels pour tous les groupes humains** déclinés au-delà des « Droits de l'homme » originels, notamment pour les femmes (droits des femmes dans le contexte de la lutte contre les discriminations sexuelles), les enfants (droits des enfants inaliénables à ceux des adultes qui les entourent...) et pour les « premières nations » (peuples autochtones – dits « aborigènes » - aborigènes – bien au-delà de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, et peuples ayant été colonisés par des nations prétendument plus « civilisées »)...

Il s'agit par exemple, des droits des personnes dites « à besoins spéciaux » (particuliers ou spécifiques) c'est-à-dire pour les personnes en situation de handicap mais sans la connotation péjorative que l'adjectif « handicapés » leur conférerait.

Ou bien encore des droits des groupes définis par le terme ambigu de « à risque » (à ne pas confondre avec le précédent) qui signifie plus « en risque d'exclusion sociale » que « à risque pour la société » dans la littérature internationale.

Ou bien enfin des droits des peuples autochtones ou colonisés à disposer d'eux-mêmes et à valoriser leurs propres cultures.

- Le quatrième principe se réfère à une : **Approche globale des phénomènes sociaux et des politiques qui les régulent.**

Cela signifie concrètement que l'origine des phénomènes sociaux, et particulièrement ceux qui appellent la nécessité d'une intervention sociale, est toujours à mettre en perspective avec les politiques sociales qui les prennent en compte... ou les ignorent.

- Le cinquième principe propose une : **Approche holiste des individus, des groupes et des communautés.**

Ce principe induit l'idée d'une considération de l'individu dans sa globalité, c'est-à-dire dans l'étendue infinie des relations qu'il entretient avec son environnement et que ce dernier, en retour, entretient avec lui.

Comme on le voit, les groupes et les communautés sont aussi concernés. Du point de vue sociologique, sont donc considérés tant les groupes primaires que secondaires et tertiaires qui fondent l'appartenance sociale. Et sur un plan plus fondamental, cela signifie que les groupes ou les communautés sont considérés à travers l'ensemble des dimensions qui définissent leur inscription sociale collective : historiques, culturelles, mais aussi (pourquoi pas ?), économiques.

Il apparaît cependant nécessaire de s'arrêter un bref instant sur ce terme de « communautés », tant celui-ci, dans sa compréhension Française ordinaire, semble cristalliser les peurs face à certaines formes d'intolérance culturelle ou de fanatisme religieux qu'il a été convenu d'appeler communautarisme.

Le débat n'est pas aujourd'hui de statuer sur la légitimité ou non de ces craintes, mais bien plutôt de rappeler avec force le malentendu qui prévaut autour de ce terme. En effet, même si dans la littérature internationale en travail social la dimension culturelle est belle et bien réelle et considérée comme telle, le terme de communauté renvoie cependant le plus souvent à un espace social local, soit de vie partagée entre un certain nombre d'individus ayant des besoins sociaux communs ou des attentes collectives. A titre d'exemple, nous pouvons ainsi citer le concept de Santé Communautaire en usage au Québec, qui, au regard des institutions Françaises, se traduirait (pour aller vite...) à la fois par le rôle joué par les CCAS, par les réseaux Ville – Hôpital et par des associations locales dont l'action est dédiée aux personnes dépendantes. Nous reviendrons sur ce point.

- Enfin, le 6^{ème} et dernier principe renvoie à l'articulation entre : **la Logique locale (gouvernance) et mondiale (mondialisation)**, ce qui nous donne le néologisme incongru de « **Glocal** » pour décrire cet équilibre instable mais cependant important à garder à l'esprit, pour avoir la mesure de l'impact qu'une politique sociale locale peut avoir au niveau mondial, et réciproquement. Je ne donnerai qu'un exemple des plus trivial pour illustrer ce principe : l'idée adoptée par certains IRTS en France de ne servir dans leur enceinte que du café issu du commerce équitable, afin de mettre en accord pratiques consommatrices et idéologie d'un développement basé sur la justice sociale.

Venons en maintenant aux concepts à proprement parler :

Empowerment :

Le concept d'empowerment désigne l'action – intervention sociale - de renforcement de la capacité (puissance, liberté, ou, pour parler plutôt en termes de sociologie des organisations, de maîtrise des zones d'incertitudes...) de l'utilisateur - individuel ou collectif - à agir sur son environnement.

La mise en pratique de ce concept induit la sollicitation constante de la participation de l'utilisateur au processus d'intervention sociale qui le concerne. Elle vise à le rendre acteur mais aussi à lui donner des clefs dont il ne dispose pas à l'origine pour agir plus efficacement pour défendre sa propre cause, par exemple en lui indiquant comment solliciter les édiles politiques locaux pouvant intervenir pour résoudre un problème d'injustice sociale dont il est l'objet. De ce fait, l'empowerment s'applique bien entendu aux groupes et aux communautés.

En tant qu'objectif de toute action sociale à proprement parler, l'empowerment implique de l'intervenant social un partage de pouvoir absolu en direction de l'utilisateur bénéficiaire de son intervention.

Advocacy :

Présenté dès 1973 dans le contexte de l'enfance par des Psychiatres Hawaïens, le concept d'advocacy signifie au départ une action d'avocat de la défense des personnes concernées par des soins dans le cadre de maladies chroniques généralement désignées comme invalidant la capacité de choix et d'autodétermination de soi, que ce soit en termes thérapeutiques ou bien en termes de lieu de vie. Par extension, actuellement, tel que par exemple l'Association Advocacy France le présente dans ses statuts, ce concept désigne la défense des droits des personnes contre toute forme d'oppression, d'atteinte à leur dignité ou à leur capacité de choix de vie.

Plus que médiation ou action de l'« ombudsman » (terme Suédois désignant la personne de référence assurant l'interface entre les individus, les groupes ou les communautés présentant une caractéristique commune et les autorités publiques administratives et politiques), l'advocacy tend donc à faire entendre la voix des sans voix, l'expression des besoins et des attentes d'une personne, seule sujet de sa propre vie qui se détermine en réaction à des choix extérieurs faits en son nom mais qui ne lui conviennent pas.

Cette action d'advocacy est le plus souvent assumée par les intervenants sociaux. Les personnes handicapées en Autriche, les enfants placés de même que les parents d'enfants placés en Grande-Bretagne, les adolescents au collège au Danemark, bénéficient ainsi d'« Avocats de la défense » chargés de faire valoir leurs droits dans les contextes sociaux dans lesquels ils s'inscrivent.

Compétences sociales :

Nous avons eu recours, pour décrire ce concept, à cette ellipse un peu réductrice : **l'art de se rendre aimable pour être aimé des autres en retour**, mais qui nous semblait toutefois très expressive. De fait, ce concept correspond à la capacité de l'individu d'acquérir les savoir être et savoir vivre nécessaires à la création de liens sociaux porteurs d'une amélioration de la qualité de l'insertion sociale. Cela signifie très concrètement que les aptitudes sociales peuvent être non seulement travaillées mais enseignées pour se traduire in fine en compétences sine qua non pour une intégration aboutie.

Ce concept, qui offre une large palette d'outils aux intervenants sociaux notamment des pays Scandinaves et Anglo-Saxons qui ont parallèlement forgé l'intitulé de la profession de « Social paedagog » ou éducateur social, est basé sur le fait que le bénéficiaire d'une intervention sociale n'est pas seulement en situation d'attente ou de besoin mais qu'il a des potentialités à développer à partir d'un apprentissage des aptitudes conventionnelles et des normes relationnelles en usage dans un contexte social donné.

Peer Interaction : La pair – émulation :

La pair – émulation, l'interaction avec le groupe de pairs, vise à renforcer l'entraide et la valorisation de la solidarité active entre individus présentant des caractéristiques sociales communes limitant l'insertion. Il s'agit donc à la fois d'un système d'aide entre pairs (les Québécois disent « entraïdants ») et d'une méthode de partage de savoirs utiles pour réussir l'intégration.

A titre d'exemple d'application, nous pouvons citer les Cercles de Recherche Active d'Emploi (CRAE) qui nous étaient venus du Québec à la fin des années 80, malheureusement tombés en désuétude aujourd'hui, et qui consistaient à valoriser l'entraide mutuelle entre chômeurs, arguant du fait qu'il est plus facile de trouver un emploi pour un égal autrui que pour soi-même. En France, la pair - émulation a été promue récemment par le Groupement Français des Personnes Handicapées pour désigner l'intervention, interagissante en termes de réhabilitation, entre personnes handicapées de longue date et personnes devenues handicapées à une date plus récente.

Mainstreaming :

Nous avons l'habitude de traduire ce concept (littéralement : courant principal...) par la métaphore des petits ruisseaux qui font les grandes rivières, c'est-à-dire que la contribution de chacun correspond à la cohérence de l'ensemble.

Mainstreaming désigne l'intégration parmi les autres : l'inclusion de personnes « à besoins spéciaux » dans des programmes et activités conçus pour tous. Le milieu dit « ordinaire » (appelé dans la terminologie onusienne « milieu naturel de vie ») pour des personnes « extraordinaires ».

Dans la pratique, ce terme est plutôt utilisé pour désigner l'intégration scolaire des enfants et adolescents en situation de handicap, quelle(s) que soi(en)t leur(s) déficience(s) dans les écoles du village ou du quartier... On parle ainsi de « politiques de mainstreaming ».

Q.O.L. : Quality of Life, Qualité de la vie :

Présenté comme tel, vous avez sans doute l'impression qu'il s'agit d'une boutade. Chacun sait bien évidemment en quoi consiste la qualité de la vie. Mais ce que l'on sait moins, et notamment en France, c'est que la qualité de vie des usagers des pratiques sociales devient l'un des indicateurs les plus pertinents de l'évaluation de la qualité des services sociaux rendus. En effet, et contrairement à ce que pourrait laisser croire l'engouffrement des méthodes de management liées à l'idéologie libérale dominante actuellement dans l'inévitable « gestion » des structures et services d'intervention sociale, ce ne sont pas les logiques économiques qui fondent la pertinence (pour ne pas parler d'efficacité ou d'efficience...) des services sociaux rendus, mais bien plutôt l'appréciation – toujours subjective – de la qualité de la vie des bénéficiaires.

Formalisée par le Psychologue et Pédagogue Robert SHALLOCK dès le milieu des années 1980, originellement pour des personnes atteintes de déficience intellectuelle, la méthode dite de la « qualité de vie » rend compte d'une

approche « needs led » c'est-à-dire guidée par les besoins des individus, groupes ou populations.

Robert SHALLOCK a donc publié en 2002, en collaboration avec Miguel Angel Verdugo Alonso, de l'Université de Salamanca en Espagne, la synthèse de 20 années de ses travaux sur le thème, dans un livre dont le titre traduit en Français donne approximativement : « Guide de la Qualité de la Vie pour les praticiens des services humains » qui constitue de fait un modèle heuristique multidimensionnel de la qualité de vie qui intègre dans les domaines d'appréciation les systèmes sociaux en présence, et décrit les problèmes de la mesure de l'application et de l'évaluation des services « humains » ou sociaux.

Community service / care / development:

De manière très synthétique, ce concept de « Community Service », référé secondairement, lorsqu'on évoque les professions afférentes, selon le terme « Community Care », ou bien encore, si l'on évoque la dynamique sociale locale de préparation de l'avenir, selon l'appellation de « Community Développement », couvre les notions : 1) - Françaises, de Service social municipal et de Développement social local ou Développement social des quartiers et 2) - Québécoise de Santé communautaire.

Mais ce qui différencie fondamentalement le concept de « Community Service » de ce qui s'en rapproche le plus en France, c'est le fait que ces services de soins ou de santé communautaire couvrent l'ensemble des besoins des personnes en situation de handicap ou de dépendance – quelle que soit leur déficience ou quel que soit leur âge - sur un territoire donné, considéré selon une échelle intelligible pour les personnes concernées...

Services de proximité par excellence, ces services de soins ou de santé communautaire, proposent des offres de prestations d'aide humaine, d'assistance technique, matérielle, voire financière, sous la direction de travailleurs sociaux bien implantés sur le territoire. Cela peut-être par exemple la distribution – le plus souvent gratuite, différence notable avec la situation Française - d'aides techniques nécessaires à la compensation d'une déficience (fauteuil roulant, prothèses auditives...), le pourvoi d'une Auxiliaire de Vie 24h sur 24h pour un adolescent atteint de myopathie ou d'autisme et qui vit – naturellement – dans sa famille, l'offre de soutien ou de répit pour les familles d'une personne atteinte de la Maladie d'Alzheimer ou d'un enfant polyhandicapé, l'accompagnement vers les services publics culturels ou sportifs, la proposition de groupes de soutiens, etc...

Pour en terminer avec ce concept fondamental de « community services », il faut aussi dire qu'une de ses formes associées, le « community living », correspond à la volonté, considérée comme parfaitement légitime en dehors de l'hexagone, de vivre librement chez soi, en milieu naturel de vie, pour les personnes en situation de handicap ou de dépendance. Par extension, cette sous - notion de « community living » renvoie à des processus de désinstitutionnalisation de la personne avec des besoins spéciaux, à l'œuvre depuis une trentaine d'années dans la plupart des pays occidentalisés, mais qui n'ont pas encore trouvé d'écho en France en dehors de quelques tentatives historiques et expérimentales.

Réconciliation :

Si nous avons choisi de présenter, très rapidement, ce thème, c'est en fonction de l'importance que celui-ci avait dans les communications plénières et ateliers du dernier congrès international de travail social qui s'est tenu à Adelaide (Australie) en Octobre dernier et auquel nous avons eu l'immense privilège de pouvoir participer.

Ce concept a trait aux nécessaires efforts déployés par les gouvernements dans leurs politiques sociales, efforts étant relayés par les intervenants sociaux à tous les échelons, auprès de populations, « premières nations » (comme on dit au Québec...), peuples autochtones – dits « aborigènes » ou indigènes, ou bien peuples ayant été colonisés par d'autres nations ou ethnies. Son introduction dans les concepts internationaux en travail social date bien évidemment de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 90 mais il a été établi et mis en application dans de nombreuses autres cultures.

Ce qui est intéressant de voir avec ce concept, c'est que la réconciliation, revendiquée et appliquée par les travailleurs sociaux dans tous les pays concernés au nom de la lutte contre les discriminations racistes et dans le cadre d'un travail social « anti-oppressif » tel que le désigne Lena DOMINELLI auteur incontournable en matière de travail social international, s'applique aussi bien aux des droits des peuples autochtones à disposer d'eux-mêmes et à valoriser leurs propres cultures (cas de l'Amérique Latine) ; qu'à une volonté des générations présentes de compenser les offenses et les oppressions commises par les générations précédentes dans le contexte colonial (Nouvelle-Zélande et Australie...) ; afin d'entériner et de valoriser une société multiculturelle moderne (Canada).

Développement durable :

Ce concept, fortement relié aux mouvements de consommateurs et à la notion de commerce équitable vise à considérer les besoins des générations présentes sans remettre en cause ceux des générations futures. Il confère également à l'Indice de Développement Humain forgé en 1990 par le Programme de Développement des Nations Unies de l'ONU, qui, rappelons le, relativise l'hégémonie économique de certains pays en introduisant des indicateurs tels que le niveau d'éducation ou de pauvreté des peuples au delà des traditionnels PIB ou PNB.

Une source incontournable pour les acteurs de la formation en intervention sociale que nous sommes se trouve dans le programme Européen d'action communautaire dans le domaine de l'éducation, SOCRATES, qui définit le développement durable comme une « priorité annuelle transversale », selon la formulation suivante : *« Il importe de souligner que le terme « développement durable » recouvre à la fois des aspects économiques, socioculturels et environnementaux qui doivent être considérés selon une approche intégrée et dynamique. Au vu de ce constat, il faut souligner que l'investissement en capital humain contribue à la prospérité, à la cohésion économique et sociale, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie des générations actuelles et futures. »*

Cet énoncé offre des perspectives intéressantes pour reconsidérer la notion de développement social durable dans les formations en travail social que nous dispensons.

Écologie sociale :

En lien avec la précédente notion de développement durable, le concept d'écologie sociale s'inscrit dans le cadre d'une analyse holistique et dialectique liée à une pratique sociale de l'approche des communautés humaines dans leur ensemble, de l'individu à la société, et du rapport que chacun entretient avec son environnement.

Dans ce concept sont énoncés les dimensions mutualistes, libératrices et écologiques des sociétés autochtones et le développement du sentiment d'appartenance à une communauté locale dans laquelle chacun, à sa mesure, a un rôle à jouer.

Éthique de la transformation « douce », mais aussi du rapport à la terre qu'entretiennent les humains et qui est très fortement connoté par les relations sociales en jeu, le terme d'écologie sociale s'applique aussi bien aux jardins ouvriers ou aux entreprises d'insertion par le maraîchage, que nous connaissons bien en France, qu'à la lutte des paysans sans terre au Brésil, ou bien encore au soutien physique apporté par les travailleurs sociaux aux personnes âgées pour cultiver le lopin de terre destiné à leur autoproduction alimentaire, au Portugal.

Ainsi des enseignements d'écologie sociale existent-ils, non dans les facultés de Géographie (comme cela pourrait être le cas en France dans le cadre de la nouvelle discipline de « Géographie humaine ») mais bien dans des facultés de travail social, par exemple à l'Université de Western Sydney en Australie ou bien encore à l'Université du Pays Basque à Bilbao.

Activation :

Le terme d'« activation », introduit à la fin des années 90, notamment par les chercheurs Hollandais, dans les concepts internationaux en travail social, appelle à une grande prudence, car son usage est fortement controversé.

Dans un sens positif, le concept d'« activation » décrit, en termes qualitatifs, l'intervention sociale nécessaire pour l'accès de la personne aidée à une insertion par l'activité économique, individuelle ou collective. Cet aspect de la notion d'activation est particulièrement prégnant dans les sociétés de chômage massif et de dérégulation du travail que nous connaissons actuellement. Il renvoie à la notion de compétences sociales vue précédemment.

Mais dans un sens négatif, le concept d'« activation », décrit une politique agressive d'incitation au travail, le plus souvent précaire et subi, condition nécessaire pour pouvoir continuer à bénéficier d'aides sociales, comme c'est par exemple le cas aux États-Unis pour les allocations de parent isolé.

Le succès des mesures d'activation est donc fortement remis en cause dans la communauté scientifique internationale en travail social.

En matière de conclusion...

D'aussi près que nous avons pu l'entrapercevoir, la dialectique du travail social dans le monde – dans la pensée internationale de l'action sociale – se situe dans le dilemme suivant : un travail social contre les oppresseurs (action politique) versus un travail social pour les opprimés (action palliative et curative).

Or des combinaisons de ces deux modèles s'observent partout dans le monde, qui ne sont pas réductibles à leur opposition, puisqu'on peut à la fois intervenir en faveur des opprimés et contre les oppresseurs, voire avec eux, en les éduquant...

En définitive ce que j'ai moi-même retenu de ces concepts internationaux en travail social et des principes de base qui les fondent, c'est le rôle politique incontournable des intervenants sociaux dans la promotion d'un modèle de société « social » et démocratique, face aux dérives de l'économie marchande dite « néo-libérale », notamment dans le cadre de la mondialisation des échanges commerciaux et de la force de travail que nous proposent les sociétés contemporaines.

En France...

Dans notre pays, la logique de l'intervention sociale et du travail social reste encore fondamentalement imprégnée des idéaux caritatifs et philanthropiques qui ont procédé à sa création.

La participation de la société civile, dans la perspective de la thématique internationale d'«écologie sociale» ou de « développement social durable » en travail social, est encore à développer.

Mon propos visait donc, très modestement, à proposer une actualisation des connaissances en matière de concepts internationaux en travail social, dans le souci d'une modernisation de notre appareil conceptuel de formation en travail social et d'internationalisation des références, qui me tient particulièrement à coeur.

-

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON G., *Support and relief : the Swedish contact person and contact family program*, International Journal of Social Welfare, Vol. 2 54 – 62, 1996

ANESHENSEL C.S., et al., *Profiles in Caregiving: the unexpected career*, Academic Press Inc., Orlando, FL, U.S.A., 1995

BALDWIN P., CARLISLE J., *Social Support for Disabled Children and their Families : a Review of the Literature*, Social Work Services Inspectorate, HMSO, Edimburg, 1994

BERRY Jeffrey, *Lobbying for the people: The Political Behavior of Public Interest Groups*, Princeton N.J., Princeton University Press, 1977

BIHR A. & PFEFFERKORN R., *L'égalité des chances contre l'égalité*, Le Monde Diplomatique, Paris, Septembre 2000

BIHR Alain & PFEFFERKORN Roland, *Déchiffrer les inégalités*, Syros, Paris, 1995

BRADLEY V., CONROY J., COVERT S., FEINSTEM C., *Community options : the New Hampshire choice*, New Hampshire Developmental, Concord, NH (USA), 1986

BUNDESMINISTERIUM FÜR ARBEIT UND SOCIALORDNUNG, *Eingliederung Behinderter in Der Bundesrepublik Deutschland / Intégration des personnes handicapées en République Fédérale d'Allemagne*, Bonn, 1998

CENTER FOR LIGEHANDLING AF HANDICAPPEDE, *Status over udviklingen i ligebehandlingen af handicappede*, København, 2002

Centre pour la Recherche et l'Innovation dans l'Enseignement, *Assurer l'intégration scolaire des enfants à besoins particuliers. Des études de cas instructives*. OCDE, Paris, 1999

CHAUVIÈRE Michel, *Le travail social dans l'action publique, Sociologie d'une qualification controversée*, Dunod, Paris, 2004

COMMISSION EUROPÉENNE Programme HELIOS II, *Intégration sociale et vie autonome. L'élimination des barrières socio-psychologiques : l'assistance dans la vie quotidienne*. Résultats du travail entrepris par le Groupe Thématique N°5, Rapport, Commission Européenne, 1996

CONSEIL DE L'EUROPE, Comité des Ministres, *Recommandations N° R (92) 6 du Comité des Ministres aux États Membres relative à une politique cohérente pour les personnes handicapées*. Comité des Ministres, Strasbourg, 1992

COUNCIL OF EUROPE, Dr C. DAL POZZO (Committee on the rehabilitation and integration of people with disabilities), *Comparative Analysis of Criteria governing the granting of Allowances and Personal Assistance* (Version 3), Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1999

COVINSKY K.E., GOLDMAN L., COOK E.F. et al., *The impact of serious illness on patients families*, JAMA 272, 1839 – 1844, 1994

DANISH DISABILITY COUNCIL, *Danish disability policy, equal opportunities through dialogue*, København, April 2002

DAVIES D.L., DAVIES R.J., SHERIDAN P., *Housing and living support. An Asset Management Challenge*, in JANICKI M. P. & ANSELLO E., Community Supports for Aging Adults with Lifelong Disabilities, Paul Brookes Publishing Co., Baltimore MD, 2000

DE ANNA, L., *Pedagogical, curricular and classroom organisation in Italy*. OECD Proceedings, Implementing Inclusive Education, OECD, Paris, 1997

DE ANNA, L., *School integration of handicapped children in Italy*. The European Electronic Journal on Inclusive Education in Europe, 1, 1996. [Disponible sur : <http://www.uva.es/inclusion/texts/deanna01.htm>].

DEPARTMENT of HEALTH, *Caring about Carers: A National Strategy for Carers* U.K. Government, London, January 2000

DEPARTMENT of HEALTH, *Modernizing Health and Social Services: National Priorities Guidance 1999/00 – 2001/02*, U.K. Government, London, January 2002

DESPOUY L., *Human Rights and Disabled Persons*, O.N.U., New York, 1993

DOMINELLI Lena & THOMAS BERNARD Wanda, *Broadening Horizons: International Exchanges in Social Work*, Ashgate, 2003

DOMINELLI Lena, ***Anti-Oppressive Social Work Theory and Practice***, London, Palgrave, 1998

DOMINELLI Lena, ***Empowerment: help or hindrance in professional relationship, in Social Work Models, Methods and Theories***, Eds STEPNEY Paul & FORD Deirdre, Russel House Publishing, Dorset, 2000

DOMINELLI Lena, Social Work: ***Theory and Practice for a Changing Profession***, London, Policy Press, 2004

DREWETT A., OLSEN R., PARKER G., ***Community Care and Informal Carers***, University of London, London, 1994

ERICSSON K. & ERICSSON P.: ***Development and dissolution during the normalization process***. Skinfaxe Institute, Uppsala, 1994

ERICSSON K. ***Community participation : the life of persons after leaving the residential institution***. Theme Disability and Support, Department of Education, Uppsala University, 1992

ERICSSON K. ***Daily Activities with Support. Establishment of Community Services in a Changing Society. Presentation at Symposium "Dissolution of Institutions – Development of Community Services"***, Department of Education, Uppsala University, 1993

ERICSSON K. ***The origin and consequences of the normalization process***. Theme Disability and Support, Department of Education, Uppsala University, 1995

ERICSSON K. ***The principle of normalization : history and experiences in Scandinavian countries***. Theme Disability and Support, Department of Education, Uppsala, 1985

ERICSSON K. ***The shift between two traditions of support: swedish experiences***. Research Theme Disability & Support, Department of Education, Uppsala University, 1999

EUROPA: ***A plain language Guide to Eurojargon*** : <http://europa.eu.int/abc/eurojargon/index>

EUROPEAN COMMISSION, ***Disability and social participation in Europe, Key indicators***. European Communities, Luxembourg, 2001

EVANSON T., EVENSON M.L., FISH D.E., ***Family Enrichment : a rehabilitation opportunity***, Rehabilitation Literature, Volume 47 / N° 11-12, The National Easter Seal Society, Chicago IL (USA), November-December, 1986

FEINBERG L.F., WHITLATCH C.J., ***Family caregivers and consumer choice: options for in-home respite care***, Family caregiver alliance, San Francisco, U.S.A., 1996

FLYN R., ***Short breaks : Providing Better Access and more choices for black disabled children and their parents***, Policy Press, Bristol, 2002

FREUNBERGER H.J., ***Staff burn out***, Journal of Social Issues, 1970, 30 (1) 159 - 165

FRIEDEN L. (Chairperson), ***TANF and Disability, Importance of Supports for Families with Disabilities in Welfare Reform***, Position Paper, National Council on Disability, March 14, 2003, Washington D.C., 2003

GIDDENS Anthony, ***The Third Way: The renewal of Social Democracy***, Cambridge Polity Press, 1998

GIERTZ Anders, ***Making the Poor Work: Social Assistance and Activation in Sweden***, Doctoral Dissertation, Lund University, 2004

GUSTAVSSON Anders (Ed.), ***Disability and integration, experiences from six countries***, Department of Education, Stockholm University, Stockholm, 1995

HENWOOD M., ***Ignored and Invisible? Carers' Experience of the NHS***, Carers' National Association, London, 1998

IFSW & IASSW : *L'Éthique en Travail Social, Déclaration de Principes* Mars 2004

IFSW & IASSW : *Normes internationales de qualité pour l'éducation et la formation en travail social*. (Février 2003)

INGRAM D., *The ARC Q & A on Respite Care, Family Support Project "Strengthening American Families Through National and Grassroots Support"*, Contract N°25200 under provisions of the Developmental Disabilities Act of 1991, Minnesota Department of Administration, Governor's Planning Council on Disabilities

KATZ Samuel, *Index of Independence in Activities of Daily Living*, Chicago university Press, Chicago, 1954

LAVOIE J.P., BRISSETTE L., NAULT S., *Groupes de soutien pour aidants naturels : implantation et processus*. Institut de Gérontologie Sociale du Québec, CLSC René CASSIN, Côte St-Luc, Québec, 2000

LAVOIE J.P., PÉPIN J., LESSARD D., GUBERMAN N., LAUZON S., L'HEUREUX N., *Les problématisations de la situation des aidantes familiales par les intervenants des services à domicile de CLSC du Québec*. Institut de Gérontologie Sociale du Québec, CLSC René CASSIN, Côte St-Luc, Québec, 2001

LEROY Barbara W., JOHNSON D.M., HARRISON S., *Open Road or Blind Alley? Welfare Reform, Mothers and Children with Disabilities*, Skillman Center for Children, Wayne State University, Occasional Paper Series 2000, No. 4, Detroit, 2002

MANSELL Jim, ERICSSON Kent, *Deinstitutionalisation and community living. Intellectual Disability Services in Britain, Scandinavia and the USA*, Chapman & Hall, London, 1996

MC DERMOTT John F. JR, BOLMAN William M., ARENSDORF Alfred M., MARKOFF Richard A., *The concept of child advocacy*. American Journal of Psychiatry, November 1973;130

OECD Proceedings, *Implementing Inclusive Education*, OECD, Paris, 1997

Office Québécois des Personnes Handicapées, *Etat de situation de la thématique du soutien aux familles*. Etude Nationale des Ressources Humaines du Secteur des Soins à Domicile. Ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec. Février 2002

OLSEN H., *Attitudes towards the Disabled in Denmark*, The Danish Disability Council, Danish National Institute of Social Research, Copenhagen, September 2002

OREGON DEPARTMENT OF HUMAN SERVICES, *Building Oregon's Lifespan Respite Care System*, Lifespan Respite Care Program, Salem, OR, 1997

ORZECK P., GUBERMAN N., *Des interventions novatrices auprès des aidants naturelles : guide ressource pour les professionnels de la santé*. Editions St Martin, Québec, 2001

PEARLIN L.I., *The Stress Process Revisited: reflexions on Concepts and their Interrelationships*, in Handbook on the Sociology of Mental Health, ANESHENSEL C.S. & PHELAN J. Eds. Plenum Press, New York, 1999

PETRIE P. & al, *Inclusive Play*, Institute of Education, London, 2003

PHILLIPS J., *Working and Caring. Developments at the Workplace for Family Carers of Disabled and Older People. (Conference Report) / Évolutions sur le lieu de travail pour les aidants familiaux de personnes handicapées et de personnes âgées. Rapport de Conférence*. Fondation Européenne pour l'Amélioration des Conditions de Vie et de Travail, Luxembourg, 1996

Réseau de la Santé et des Services Sociaux du Québec, *De l'insertion sociale à la participation sociale. Politique de soutien aux personnes présentant une déficience intellectuelle, à leurs familles et aux autres proches*. Étude Nationale des Ressources Humaines du Secteur des Soins à Domicile. Ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec. Février 2002

RUSSEL P., *Parents's Voices : Developping New Approaches to Family Support and Community Development*, P.74-85 in MITTLER P. & SINASON V., *Changing Policy and Practice for People with Learning Disabilities*, Cassel, London, 1996

SCHALOCK Robert S. & VERDUGO ALONSO Miguel Angel, *Handbook on Quality of Life for Human Services Practitioners*, American Association on Mental Retardation Washington, DC, 2002

SOCIAL SERVICES INSPECTORATE *What's next for Carers*, London 1995

STALKER K., *"Share the care" : An Evaluation of a Family Based Respite Care Service*, Jessica Kingsley Publisher, London 2000

STALKER K., *Reconceptualising Work with "Carers": New Directions for Policy and Practice*, Jessica Kingsley Publisher, London 1995

TURNER H., PEARLIN L.I., MULLAN J.T., *Sources and Determinants of Social Support*, The Journal of Health and Social Behavior, 39 – 137 – 51, 1998

United States General Accounting Office (USA/GAO), *Respite Care : An Overview of Federal, Selected State and Private Programs*, Washington D.C., 1990

VAN OORSCHOT Wim, *Miracle or nightmare? A critical review of dutch activation policies and their outcomes*, Journal of Social Policy, vol. 31, 2002

WEINBERG N. *Physically disabled people assess the quality of their lives*, Rehabilitation Literature, Volume 45 N°1-2, The National Easter Seal Society, Chicago (USA), January-February, 1984

WOLFENSBERGER W., *Normalisation: The Principle of Normalisation in Human Services*, National Institute of Mental Retardation, Toronto, 1972

WOLFENSBERGER W., *Social Role Valorization : A proposed term for the principle of normalisation*, Mental Retardation, 21, 234-9, Toronto, 1983

ZARIT S.H., PEARLIN L.I., *Caregiving Systems Informal & Formal Helpers*, Erlbaum & Lawrence Associates Inc., Mahwah, N.J., 1993

RAPPORTS OU PUBLICATIONS de l'auteure dans lesquels certains des concepts présentés – et leur traduction concrète dans la réalité Française - ont déjà été utilisés et mentionnés :

FOURDRIGNIER M., HOURIEZ C., BON C., PIERRET L., *Le repérage des employeurs d'intervenants sociaux; l'identification des intervenants sociaux; une approche spécifique : l'intervention sociale communale*. In : Recherche M.I.R.E. "Observer les emplois et les qualifications des professions de l'intervention sociale." Rapport intermédiaire. C.E.R.A.S.Q. / I.R.T.S.- Paris - Ile de France. Reims - Paris. 1996

FOURDRIGNIER M., BON C., HOURIEZ C., *Des trajectoires d'intervenants sociaux : activités et professionnalisation*. In : Recherche M.I.R.E. "Observer les emplois et les qualifications des professions de l'intervention sociale." Rapport intermédiaire. C.E.R.A.S.Q. / I.R.T.S.- Paris - Ile de France. Reims - Paris. 1997

FOURDRIGNIER M., BON C., HOURIEZ C., *Recompositions du travail social et structuration de l'intervention sociale*. Rapport terminal. Mission Interministérielle Recherche Expérimentation. C.E.R.A.S.Q. / I.R.T.S.- Paris - Ile de France. Reims - Paris. 1998

FARDEAU M., LANG G., BON C., *Les professionnels à l'épreuve de la déficience*. In BLANC A. & STIKER H.J. (Dir), *L'insertion professionnelle des personnes handicapées en France*. DESCLEE de BROUWER, Paris. 1998

BON C., *Le concept d'exclusion à l'âge de l'enfance : analyse d'une situation locale*

d'enfants handicapés et issus de milieux défavorisés. Rapport de Recherche. Centre de Recherche sur l'Innovation dans l'Éducation (CERI), O.C.D.E., Paris. 1999

BON C., **Les métiers du handicap.** In CHOPART J.N. (Dir), Les mutations du travail social, Dynamiques d'un champ professionnel. DREES / MIRE, DUNOD, Paris. 2000

FARDEAU M., LANG G., BON C., **Comme vous, comme nous, tout simplement.** Rapport au Ministre de l'Emploi et de la Solidarité et au Secrétaire d'État à la Santé, à l'Action Sociale et aux Handicaps sur une analyse comparative et prospective du système français de prise en charge des personnes handicapées, Professeur Michel FARDEAU. CNAM / Paris, 2002

BON C., **Le « Respîte Care » ou soin de répit : une idée à promouvoir en France pour accompagner la vie indépendante à domicile de personnes en situation de handicap.** Rapport de Recherche. I.R.T.S. Paris- Ile de France / A.P.F., Paris, Août 2003.

BON C., **Le libre choix de son lieu de vie,** Table Ronde : Intégration des Personnes handicapées dans la Cité, Journée d'Actions pour l'Année Européenne des Personnes Handicapées à l'IRTS Paris Île de France, Paris, Novembre 2003

BON C., **Pour une action citoyenne des villes, encourageant la citoyenneté des personnes handicapées.** Premier Colloque Européen des Villes Signataires de Charte Handicap, Gennevilliers, Novembre 2003

BON C., **Effet d'étiquetage et jeux des institutions dans le parcours vers l'emploi de personnes en situation de handicap.** In Les « inemployables », Revue Education Permanente, N °156, Paris, Décembre 2003

BON C., **Personnes dépendantes en France et en Europe.** Pré-Etude de la cible potentielle d'une solution domicile innovante, dans le cadre du Projet « Easy Life ». Etude réalisée pour France Télécom Recherche & Développement ©. Paris, Décembre 2003

BON C., **De la violence sociétale à la violence institutionnelle : effets de style et modes de société,** 8ème Congrès International de la FESET (Formation d'Educateurs Sociaux Européens / European Social Educator Training), Alicante, Mars 2004

BON C., **Le rôle des travailleurs sociaux dans la promotion d'un emploi honorable pour les travailleurs handicapés, dans la perspective de la mondialisation,** Programme Intensif SOCRATES / ERASMUS « Mondialisation et travail social », Instituto Superior BISSAYA – BARRETO, Coimbra, Mars 2004

BON C., **Foster care for children in public care in France,** Report for the research project : The development and support of foster care in Danemark, France, Germany and Sweden. Pat PETRIE (Dir.), Thomas Coram Research Unit / Institute of Education, University of London, Paris, Avril 2004

BON C., **La désinstitutionnalisation des personnes atteintes de déficiences intellectuelles en France : réalités, obstacles et perspectives,** 12ème Congrès International de l'I.A.S.S.I.D. (International Association for the Scientific Study of Intellectual Deficiency), Montpellier, Juin 2004

BON C., **Deinstitutionalization of persons with intellectual disabilities in France: Facts, Obstacles and Perspectives** Tizard Center – University of Kent, Research Seminar, December 2004

BON C., **Toxicomanie : approche sémantique d'un terme complexe et éclairage sociologique.** Programme Intensif SOCRATES / ERASMUS « Mondialisation et travail social : toxicomanie et addictions », HENAC, Namur, Mars 2005

BON C., **La scolarisation des enfants handicapés : revisiter la situation française à l'aune de l'expérience italienne.** , 59ème Congrès National de la FCPE, Strasbourg, IRTS – Paris – Île de France, Paris, Mai 2005